



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

VENDREDI 10 MAI 1974
NUMERO 14 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

LA DROITE

Depuis le début de la campagne, Giscard collectionne les soutiens de la droite, ou plutôt de toutes les droites, y compris les plus extrêmes.

Plusieurs fois déjà nous avons dénoncé tous ces personnages de série noire qui se mouvent dans son ombre. Mais, au-delà de ces fréquentations révélatrices, il ne se passe pas un jour sans que Giscard révèle sa vraie nature, et sa politique.

Hier matin, au petit déjeuner de France-Inter, il expliquait : « Je n'ai jamais exclu qui que ce soit ... Je distingue seulement les électeurs communistes du PCF, qui, lui, n'est pas un parti comme les autres ». On s'attend alors à entendre le traditionnel argument anti-communiste sur l'inféodation à Moscou. Pas même : « Je ne crois pas que le PCF soit dirigé de Moscou ». Alors ? Alors, ce que Giscard reproche au PCF, c'est de prétendre organiser des ouvriers, ni plus, ni moins. Il précise même que les électeurs du PCF font « humainement et personnellement partie de la communauté nationale ». Personnellement, à condition de rester des électeurs isolés, à condition de ne pas s'organiser pour lutter.

Comme si l'organisation de Giscard était une organisation comme les autres ! Son organisation c'est l'Etat, une organisation « qui se distingue des autres formations politiques » comme le dit Giscard, par sa discipline, par le nombre de ses permanents, par l'existence de groupes armés professionnels. Une organisation faite pour la violence quotidienne, et face à laquelle l'organisation propre des travailleurs ne relève jamais que de la légitime défense.

Hier matin encore, dans une conférence de presse, Giscard a confirmé que, s'il est élu, il accueillera favorablement la demande d'adhésion de l'Espagne au Marché Commun. Il doit seulement regretter que Caetano ait été renversé avant qu'il n'ait pu l'inviter aussi à rentrer dans la communauté.

Derrière les moues aristocratiques, les sourires en cul de poule, et l'aisance travaillée, on sent suinter le mépris et la haine de classe.

La vieille droite traditionnelle compromise sous Vichy, mise hors-jeu par le gaullisme sous la guerre d'Algérie, ne réussissait pas à reprendre pied. En six ans de ministère de l'Intérieur, Marcellin lui a pavé la voie. Avec Giscard, elle retrouve un chef. C'est la réponse de la réaction à mai 68.

LE 19 MAI, IL FAUT BATTRE GISCARD !

LIBEREZ

LES 4 DE TOULON !

Après Mourmelon, Reims, Nancy, la répression frappe les marins. Organisons la riposte !



(P. 2) GISCARD :
PATRON
ET CANDIDAT

(P. 4) LA
REVOLTE
DE FLEURY



PATRON ET CANDIDAT

Au cours d'une conférence de presse tenue mardi 8 mai, en fin d'après-midi, square Montholon, la CFDT-Finances a éclairé d'un jour très particulier les déclarations de Valéry Giscard d'Estaing. A chaque « formule-choc » du ministre des Finances, durant sa campagne, la CFDT montre les faits tels qu'ils sont dans son ministère ! C'est un réquisitoire accablant « Je serai un président qui informera » (V.G.D. le 18 avril à Radio-Luxembourg).

Répondant à François Mitterrand le 2 mai 74, Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « je note que depuis deux ans dans ce très grand ministère des Finances, il n'y a pas eu le plus petit trouble social ».

Notons que, depuis un mois, Giscard ment, en effet :

— Les 23 juin, 26 octobre et 14 novembre, grève aux Finances.

— Les 9, 20, et 30 novembre 72, manifestations à l'intérieur même du ministère et jusque devant la porte de son cabinet.

— Pour 151 participants à ces manifestations, dénoncés ou reconnus, le ministre a même fait retenir une journée de leur salaire car ils avaient cessé le travail pendant une heure.

— Grève de 3 semaines, au printemps 72, des dactylos de l'INSEE pour s'opposer au licenciement injuste de l'une d'entre elles.

— Grève fin 1972 dans l'informatique.

— Grève administrative en janvier et février 73 au commerce intérieur et des prix.

— Grèves les 11 octobre, 7 novembre et 6 décembre 73.

— Poursuite, dans les premiers mois de 1974 de l'action contre la superhiérarchisation des primes...

Le « calme » est, comme on le voit, tout relatif !

UN GRAND PATRON CANDIDAT SOCIAL ?

Il l'a dit, crié, répété : Giscard est pour « la progression des bas salaires, qui soit deux fois plus rapide que celle des revenus élevés ».

Or, au ministère de l'Economie et des Finances, pour cinq agents titulaires aux Finances, trois sont classés en catégories d'exécution (C et D). Ils sont 700.000 dans toute la Fonction Publique.

Giscard s'est opposé violemment aux majorations uniformes de traitement, qui permettraient pourtant d'améliorer davantage les salaires les plus modestes. En outre, au salaire s'ajoutent certaines primes qui sont encore plus hiérarchisées que le salaire indiciaire. Giscard s'oppose fermement à toute modification, et fait maintenir le secret sur les sommes attribuées aux cadres supérieurs.

Enfin, l'INSEE emploie de nombreux vacataires dont la rémunération horaire se trouve dépassée par chaque augmentation du SMIC, et à l'Agence pour l'indemnisation des Rapatriés, il y avait encore récemment



des personnels gagnant moins de 900 F par mois.

« La vraie priorité pour les Français est l'emploi », déclarait Giscard à Strasbourg le 19 avril.

— C'est sans doute pour ça que, malgré les lois et décrets de titularisation, il existe aux Finances, un « matelas » permanent de 20 à 25.000 agents non-titulaires, qui, ne bénéficiant d'aucune garantie, sont à la merci de la moindre réduction de crédits et ont, pour la plupart, des salaires légèrement supérieurs à 1000 F par mois.

— C'est sans doute pour ça qu'au Trésor, on licencie au bout de 3 ans, ou on déplace dans le département, ou certains sont réembauchés un mois après leur licenciement. Le ministre refuse de payer les indemnités de licenciement.

— C'est sans doute pour ça qu'aux Impôts, ils sont 7309 à attendre la garantie de l'emploi et un meilleur salaire, pendant que 4300 autres ont été menacés de licenciement en avril.

UN PATRON CANDIDAT DE CHOC

« Jamais nous ne contesterons le droit de contester ». C'est le candidat Giscard qui a dit ça, à Perpignan, le 29 avril.

Or, aux Finances, — le droit syndical a toujours fait problème avec Giscard d'Estaing. Si les grèves de 68 ont contraint le gouvernement à donner à tous les ministres une instruction relative à l'exercice du droit syndical... il a fallu attendre le 29 août 1973 pour que Giscard signe un texte d'application de l'Instruction de 1970 aux Finances, dédaignant s'abaisser à en discuter avec les fédérations syndicales : on est un descendant de Louis XV ou on l'est pas !

— le droit de réunion et d'expression est très difficile : au Trésor, interdiction de tenir les congrès syndicaux départementaux en semaine; aux Impôts, pressions pour empêcher l'accès aux réunions syndicales à l'in-

formatique et sanctions contre des militants.

— le droit de grève rendu difficile par la circulaire du 5 novembre 1963 d'un certain Poniatowski (membre du cabinet de Giscard, déjà !), a été aggravé par une circulaire du 27 mars 1964, qui donnait dans chaque administration financière, la liste des personnels auxquels est interdite de façon permanente la possibilité de grève... et celle de ceux susceptibles de faire l'objet de mesures individuelles de réquisition.

Voilà, c'est pas beau à voir ! Et si Giscard, comme il le dit lui-même, a fait ses preuves aux Finances... il a fait surtout la preuve qu'il était le premier ennemi des travailleurs. Ils s'en souviendront le 19 mai.

dis-moi qui te soutient...

DE RETOUR DE VICHY

Politique-Hebdo publie, dans son numéro paru jeudi, des choses intéressantes sur le candidat Giscard :

« Le nom de Valéry Giscard d'Estaing a été prononcé en 1963 au procès du Petit Clamart devant la cour militaire de justice, qui jugeait les auteurs de l'attentat contre de Gaulle, par deux personnes : Bastien-Thiry, l'un des accusés, condamné à mort par la suite et exécuté, et M. Isorni, avocat de Prévist, un autre des accusés.

Le Monde du 30 janvier 1963, rapporte les conclusions déposées par M. Isorni : « attendu qu'un homme de ce gouvernement a été désigné comme acheminant à Salan des renseignements sur les réunions ministérielles, attendu qu'il a été dit que cet homme était immatriculé à l'OAS sous le chiffre 12B(...), attendu que l'on trouve des traces sans conteste possible de l'amitié fervente qu'avait un ministre pour l'OAS et des renseignements qu'il lui faisait parvenir (...), et puis il se trouve que ce ministre est celui des finances ».

Dans le Monde du 12 février 1963, on trouve le compte rendu de la déposition de Bastien Thiry devant la cour : « Je vais retracer la carrière activiste de M. Giscard d'Estaing... C'est à ce moment là (en 1961) que M. Giscard d'Estaing a été inscrit à un réseau OAS sous le chiffre 12B(...). La liaison avec Salan était assurée par quelqu'un du ministère des finances qui avait été en poste en Algérie (...). Je précise également que M. Giscard étant donné ses contacts, ne pouvait pas ne pas savoir que le but principal du CNR (le mouvement dirigé par Bidault) était la mise en état d'arrestation du chef de l'Etat de fait. Il n'y a fait aucune objection (...). Je dirai que des hommes, banquiers et industriels, nous finançaient, mais qu'ils finançaient en même temps les réalisations du gouvernement afin de ménager l'avenir ».

Giscard démentit aussitôt ces af-

DEVINE QUI VIENT DINER !

Bruit de cuillères, tintement de tasses. Giscard prend son petit déjeuner à France-Inter. Le ministre des Finances, est comme à l'ordinaire, très content de lui : il a conquis au premier tour les voix de l'ancienne majorité, celle des réformateurs et du centre. De toute façon, pour lui, c'était des « élections primaires ». Hommage est rendu à la « ténacité et au courage » de Chaban. Pas de soucis à se faire pour le deuxième tour : « entre les gaullistes et moi, il n'y a pas de difficultés importantes ». Même s'il peut y avoir des « considérations particulières » qui gênent au deuxième tour le report des voix de Chaban sur son nom, il compte bien rappeler qu'il a été ministre de de Gaulle « dans les moments les plus difficiles ». Quand l'un des journalistes lui rappellera son attitude au référendum de 69... il répondra qu'il était contre la suppression du Sénat — et que c'est cela qui avait déterminé son vote... — oubliant, tout simplement, que de Gaulle avait mis son maintien dans la balance, et que le référendum était, en fait, un plébiscite au général. Voilà ce qui peut s'appeler « mentir par omission ».

Au moment où Chirac, le rallié de la première heure, déclare qu'il est « absolument hostile à la modification de la loi électorale », Giscard déclare qu'il y est... résolument favorable ! Même s'il garde un ton très présidentiel (« Je n'ai pas à parler de mon futur gouvernement »... « la proportionnelle ? ce n'est pas un sujet de président de la République... »), il indique néanmoins qu'il faudra introduire des

« correctifs » au scrutin majoritaire pour ne pas trop défavoriser « les forces minoritaires ». Ainsi, les trotskystes « dont la présence était en fin de compte justifiée dans cette campagne, car ils n'ont pas l'occasion de s'exprimer dans d'autres circonstances »... pourront avoir un député !

Mais lorsque ces mêmes trotskystes se sont exprimés, un certain 21 juin, contre les actuels gardes du corps de Giscard, et que le ministre républicain indépendant Marcellin a dissout leur organisation, emprisonné leurs dirigeants, Giscard se montrait nettement moins conciliant !

Petit couplet anti-communiste entre deux tartines : « Je distingue les électeurs communistes du PCF, qui n'est pas un parti comme les autres. Les premiers appartiennent politiquement, civiquement, humainement, à la collectivité. Quant aux dirigeants... »

Le soutien des Soustelle, Bidault et autres Sergent et Tixier Vignancourt ? « Vous savez, quand on est soutenu par près de la moitié du peuple français, on trouve beaucoup de monde ». Même les milices armées d'Ordre Nouveau !

L'issue du deuxième tour ? Il n'y aura « ni victoire, ni défaite, mais un choix ». Et un petit appel du pied à Mitterrand « les socialistes français sont irréalistes parce qu'ils n'ont pas gouverné depuis 16 ans. C'est à eux de faire un pas : ils pourraient participer à une grande coalition pour les législatives de 78, par exemple ».

Rideau, tout est bien qui finit bien. Et à la prochaine fois...

POLITIQUE

hebdo

- 14-16 rue des petits-hôtels paris 75010
- tél: 246 72 52
- c.c.p.: "politique hebdomadaire la source: 32 760 99"
- registre du commerce: 70 B 1911

Sous la responsabilité des représentants à l'extérieur des trois courants de la gauche révolutionnaire chilienne : MAPU, MIR, et l'IC.

POLITIQUE HEBDO

édite trois brochures réunissant les textes les plus significatifs de ces trois

organisations pendant la période de l'unité populaire. Ceci pour permettre aux militants français d'être mieux à même de comprendre le processus social et politique du Chili de 1970 à aujourd'hui, ainsi que les débats qui se sont déroulés dans la gauche chilienne à l'intérieur et à l'extérieur de l'UP.

Pour donner à ces militants la possibilité de profiter au maximum de l'expérience de leurs camarades chiliens pour leur combat en France, et dans le cadre de la lutte mondiale anti-impérialiste.

Pour contribuer à aider avec plus de discernement et d'efficacité, la lutte révolutionnaire du peuple chilien.

La brochure consacrée au MAPU sortira le 10 mai, celle du MIR fin mai, celle de l'IC début juin. (96 pages, 7 francs). Les commandes peuvent être passées au journal. P.H.

CCP LA SOURCE 31.81.328, mention: Chili, brochures MAPU/MIR/IC. (Joindre 1,80 f par exemplaire pour frais de port).



VOUS VOYEZ BIEN QUE CE SONT DES HUMAINS A PART ENTIERE !



soutien
à Rouge

SINON, JE
RETOURNE
A COLOMBEY!

SOUSCRIVEZ !
C.C.P. : CHENOT
PARIS 4501 / 42

pointes rouges

APPEL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE A VOTER POUR FRANCOIS MITTERRAND



Le Conseil National du Mouvement de la Jeunesse Communiste appelle dans un communiqué, « tous les jeunes, quelle que soit leur opinion, leur idéal, leur religion, à voter contre la droite et l'extrême-droite, pour le changement et la liberté, pour François Mitterrand, candidat de la gauche, candidat de la jeunesse ».

« La jeunesse » déclare-t-il, « aspire au progrès social et à la justice sociale. Giscard d'Estaing, candidat des gros patrons, c'est l'exploitation, l'inflation, les discriminations, les bas salaires, l'école sélective. (...) La jeunesse aspire à la liberté. Giscard d'Estaing, c'est l'utilisation des fascistes d'Ordre Nouveau, c'est le refus du droit de vote à 18 ans, les exclusions d'élèves pour motifs syndicaux, la chasse aux jeunes, la répression ».

« Avec le candidat de la gauche », ajoute-t-il « et ceux qui le soutiennent alors au gouvernement, ce sera un bond en avant des libertés de la participation réelle, à commencer par le droit de vote à 18 ans ».

(AFP)

CHASSE-CROISE

L'ambassadeur d'Union Soviétique Tchervonenko est allé voir Giscard ; en tant que ministre des finances, précise l'ambassade et dans le cadre des relations établies sous Pompidou. N'empêche que le BP du PCF s'indigne : « Giscard étant l'un des deux candidats à l'élection présidentielle, la démarche de l'ambassadeur d'URSS est inopportune. Elle est d'autant plus regrettable qu'elle donne le prétexte à des spéculations politiques présentant cette démarche comme une prise de position favorable au candidat de la droite ». Du propre point de vue du PCF, l'affaire ne devrait pourtant pas être si mau-

vaise : elle permet à l'URSS de ménager l'avenir (pour le cas où Giscard serait élu), et au PC de manifester une indépendance que ses adversaires lui nient. Du point de vue des révolutionnaires, ce sac de nœuds résulte de l'abandon, depuis belle lurette, de l'internationalisme prolétarien. De la part des bureaucrates soviétiques qui font systématiquement passer leurs intérêts d'Etat avant la solidarité de classe internationale (d'où les complaisances envers la politique étrangère gaulliste). Et de la part du PCF qui les a toujours suivis sur cette voie traître : de l'appui au pacte germano-soviétique en 39, à l'appui à l'intervention de Budapest en 56 !

LA MARCHAILLAISE

L'Humanité d'hier se livre à un véritable feu d'artifice tricolore. Ségu y rappelle avec émotion qu'il a conservé « de l'époque de la Résistance et de la déportation de nombreux amis et compagnons gaullistes... ». On y accuse Messmer et Giscard de refuser le rétablissement de la fête nationale légale du 8 mai qui existait avant 59 (sans rappeler qu'elle a été supprimée sous De Gaulle...). Enfin, sous le thème patriotisme et falsification, Gaston Plissonnier récapitule les hauts faits patriotiques du PCF. Jusqu'à rappeler la lettre de condoléances du Général de Gaulle au fils Thorez en 64 : « Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque déci-

sive pour la France, le président Thorez a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale ». Hommage magistral pour services rendus : « une seule armée, une seule police, un seul état » disait Thorez en 45 pour désarmer les FTP. Plissonnier commente : « Nombre de patriotes ne sont pas communistes. Mais on ne peut être communiste sans être patriote. C'est une question de principe et non une position circonstancielle... ». Et que dire alors de ceux de Zimmerwald et Kienthal, parmi lesquels Lénine, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Trotsky qui prônaient en 1916 le défaitisme révolutionnaire. En vertu d'un autre principe : « Les prolétaires n'ont pas de patrie ». D'un certain Karl Marx.

meetings

MEETINGS AVEC A. KRIVINE

Samedi 11 mai 15 h 00 Bastia
20 h 30 Ajaccio
Lundi 13 mai 20 h 30 Tours
Mardi 14 mai 20 h 30 Toulouse
Mercredi 15 mai 20 h 30 Le Havre
Jeudi 16 mai 20 h 30 Grenoble
Vendredi 17 mai 20 h 30 Beauvais

Depuis les résultats du 1er tour, tous ceux qui croyaient enterrer les

marxistes révolutionnaires du fait du score électoral très faible doivent déchanter. Il apparaît de plus en plus clairement que des centaines de milliers de travailleurs ont été sensibilisés par la campagne du FCR mais ont néanmoins voté pour Mitterrand dès le 1er tour. Les meetings du FCR qui se déroulent aujourd'hui en France à la veille du second tour regroupent une

affluence supérieure à celle de tous les meetings organisés précédemment avec en général une grande majorité de travailleurs.



LES VOIX D'ARLETTE

D'après un sondage SOFRES paru dans le Figaro d'hier, 46 % des électeurs d'Arlette du premier tour, voteront Mitterrand au deuxième tour, 42 % Giscard et 12 % ne se prononcent pas.

Aussitôt la presse fait des gorges chaudes et le Figaro en déduit sans autre forme de procès que « l'électorat d'Arlette est semble-t-il beaucoup plus bourgeois qu'elle ne le pensait elle-même ». D'ici à ce que l'Humanité ricane sur les « candidatures de division » il n'y a qu'un pas.

L'affaire est plus complexe. Il faut d'abord souligner les limites de tels sondages, portant sur une fraction très faible de l'« électorat ». Dans le Quotidien Rouge sorti au lendemain du premier tour, nous expliquions en même temps le caractère positif du résultat d'Arlette et certaines de ses ambiguïtés. Il est certain que par la nature de sa campagne, Arlette a touché un public tout à fait particulier : des ouvriers, certes. Mais aussi des femmes qui, sans conscience de classe déterminée, ont voté pour la seule candidate féminine. Certaines catégories révoltées qui n'ont pas pour autant franchi le pas de la lutte politique et ont trouvé dans cette candidature un moyen d'ex-

primer cette révolte et leur méfiance envers la politique en général. Pour résumer, et comme nous l'écrivions, « une candidature populaire plus qu'une candidature révolutionnaire » et qui a touché « un électorat composite » qui « ne peut, en tant que tel, être interprété comme un électorat d'extrême-gauche ».

Cela minimise-t-il pour autant le résultat ? Non. Il est réconfortant de voir s'exprimer ce courant sur la candidature d'une révolutionnaire, même si celle-ci a du, pour y parvenir, donner un certain ton à sa campagne. Mais tout le problème maintenant, pour L.O. comme pour l'ensemble de l'extrême-gauche, est d'éduquer un tel courant, de ne pas le laisser au niveau où il en est, ce qui pourrait conduire une de ses composantes à voter Giscard au deuxième tour, plus par apolitisme que par un choix conscient. Et cela ne se fera certainement pas au travers des élections, mais bien à travers les luttes, l'animation des structures de mobilisation de masse (il est par exemple paradoxal de voir L.O. insister sur le caractère féminin de sa candidature tout en se refusant à s'investir sérieusement dans le MLAC et à participer à tout mouvement autonome des femmes).

le SMIC à 1200 F ou à 1500 F

UNE DISCUSSION INTERESSANTE DANS LA CFDT

Relatant les travaux du Conseil National d'avril, le dernier numéro de Syndicalisme-Hebdo aborde en particulier le débat sur le montant du SMIC :

« Une controverse particulièrement vive a lieu sur les salaires. La Fédération Hacuitex se prononce pour le SMIC à 1500 F. Il est en effet contradictoire, selon elle, de revendiquer un salaire minimum de 1200 F par mois. Un premier vote, à mains levées, donne une majorité en faveur de cette proposition. Edmond Maire intervient alors pour demander un vote par mandats. Il souligne que cet amendement va à l'encontre d'une orientation déjà prise par la CFDT il y a peu de temps, et qu'il remettrait en cause l'accord d'unité d'action avec la CGT. Il pose de plus un problème de stratégie en cas de victoire de la Gauche. Une telle hausse du salaire minimum interprofessionnel représente une augmentation de plus de 50 % d'un coup (contre 23 % pour un SMIC de 1200 F). Elle serait largement annulée par l'accélération de l'inflation qui s'ensuivrait. Edmond Maire demande donc qu'on s'en tienne au texte proposé, qui présente la revendication de 1500 F minimum comme un objectif de lutte dans les entreprises et les branches, mais qui, pour le SMIC légal, s'en tient dans l'immédiat à la revendication de 1200 F.

L'amendement présenté par Hacuitex est repoussé au cours d'un vote par mandats par 606 voix contre 475 et 163 abstentions ».

A la lecture de ce compte-rendu, beaucoup de militants dans les sections syndicales seront en droit de se poser des questions :

1- Comment Edmond Maire justifie-t-il « cette orientation prise il y a peu de temps » qui l'a fait passer

en un mois du SMIC à 1500 F au SMIC à 1200 F, après que les partis de l'Union de la Gauche aient annoncé ce dernier chiffre ?

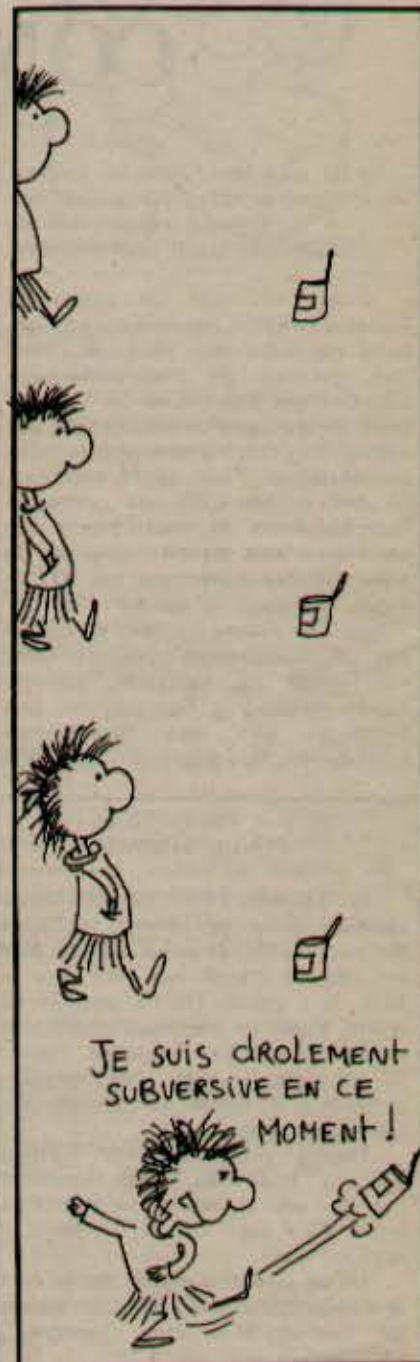
2- Depuis quand la défense par la CFDT d'une revendication qu'elle pense justifiée pourrait-elle « remettre en cause l'accord d'unité d'action avec la CGT ? ».

3- Edmond Maire explique qu'une augmentation de salaire importante serait « largement annulée par la hausse des prix qui s'ensuivrait ». N'est-ce pas là rendre les hausses des salaires responsables des hausses des prix, ce que la CFDT s'est toujours refusée à faire en combattant les arguments patronaux à ce sujet ?

En fait - au travers de ce débat sur 1500 F, 1200 F - ce n'est pas d'une surenchère qu'il s'agit mais d'une question de fond.

Si aujourd'hui des patrons qui ont été obligés de concéder des augmentations de salaires élèvent leurs prix, ce n'est pas une fatalité qui les pousse mais tout simplement la volonté de maintenir leur taux de profit, de ne pas laisser évoluer le partage profits-salaires en faveur des ouvriers.

Pour le mouvement syndical, limiter de soi-même le montant du SMIC pour ne pas engendrer de hausse des prix, c'est reconnaître que la politique de contrôle des prix annoncée par Mitterrand est inefficace. C'est surtout reconnaître que Mitterrand - s'il est élu - acceptera de cantonner un gouvernement de gauche dans le cadre de « l'économie de marché » (« je ne suis pas contre le profit » a-t-il dit), et demander aux militants syndicaux de se plier aux soi-disant nécessités d'une économie guidée par la loi du profit, à laquelle Mitterrand refusera de s'attaquer.



meetings

Lundi 6

Metz-Forbach
Près de 200 personnes ont participé au meeting du FCR à Metz avec Alain Krivine. Plus de 200 personnes, dont de nombreux mineurs des bassins de Lorraine, sont venues au meeting FCR de Forbach avec Alain Krivine. De nombreuses discussions, notamment avec les militants du PC, ont achevé la réunion.

Mardi 7

Près de 500 participants au meeting de Strasbourg, avec Alain Krivine. C'est le plus important meeting du FCR jamais fait en Alsace.

CLERMONT-FERRAND

C'est une assistance attentive de 700 personnes, en majorité des travailleurs, qui a participé au meeting convoqué par le FCR, mercredi soir à Clermont-Ferrand, où le camarade Krivine a pris la parole.

Cette réunion, la plus importante réalisée par la ville, est l'aboutissement de la campagne du FCR sur la cité où règne Bibendum-Michelin. La première réunion de campagne avait groupé 200 personnes. Une série de cercles de quartiers et de meetings de villes, de Puy en Velay à Aurillac et Riom, a marqué l'apparition du FCR sur la région. A la veille du premier tour, une diffusion publique de l'appel aux soldats lancé lors de l'émission télévisée a été effectuée auprès des soldats du 92ème RI.

Contre tous ceux qui prônent la trêve électorale, les organisations de masse comme le MLAC, les groupes femmes, le CSLRPC et le Comité de défense des immigrés ont maintenu une intervention dynamique. De même le 1er mai, c'est un cortège de 200 personnes qui s'est formé et a défilé à l'issue du rassemblement syndical. Giscard, Chirac, votre Auvergne vous fout le camp entre les mains !



A FLEURY COMME PARTOUT

« Ce qu'il faut, c'est un meilleur dépistage psychologique à l'entrée » Beljard, responsable de l'administration pénitentiaire.

Voilà comment un cadre de l'administration pénitentiaire entend répondre aux revendications des détenus de Fleury-Mérogis. Ceux-ci ont manifesté le 1^{er} mai pour exiger une amélioration des repas et une prolongation des promenades. Pour seule réponse, ils ont eu les CRS, les grenades lacrymogènes et maintenant les considérations psychologiques du sieur Beljard. Interrogé par RTL le 8 mai, celui-ci a ajouté : les incidents de Fleury ne sont en aucun cas un mouvement collectif, mais « un geste de mauvaise humeur, d'auto-agression ». Ben voyons. Les détenus ont des tendances suicidaires, des états d'âme, c'est

bien connu. S'ils se révoltent c'est uniquement pour le plaisir de se faire taper dessus.

Ce qui ne plaît pas à l'administration, c'est justement qu'il y ait eu une révolte à Fleury-Mérogis, « prison-modèle », « trois étoiles des prisons », etc... Eh bien oui, on se révolte à Fleury, comme dans toutes les prisons. A cause de la bouffe. A cause des longs couloirs sinistres, de l'automatisation poussée à l'extrême de la surveillance. On se révolte à Fleury parce que comme partout, on y humilie les détenus. Parce qu'on les châtie corporellement. Voici ce qu'écrivaient des détenus de Fleury dans le N° 15 du journal du CAP (mars 74) :

« Pour assurer l'ordre par la force, chaque bâtiment dispose de quelques surveillants spécialement triés pour leur force physique, leur passé et leur

besoin de violence (...) La coutume est de faire courir le garçon et de l'obliger en même temps à se déshabiller tout en étant frappé au passage par des matons qui se trouvent là. Une fois nu, envahi par la terreur, il est battu dans une cellule d'une des ailes inoccupées, ce qui fait que personne ne le voit, personne ne le voit ».

On se révolte à Fleury parce que les gardiens s'entraînent au close-combat, parce qu'il y a une unité de gendarmerie stationnée en permanence. On se révolte à Fleury parce qu'il y a eu mort d'homme, Patrick Mirval. On se révolte à Fleury parce que, sous prétexte de redresser des détenus, on essaie de les briser. Comme dans toutes les prisons.

Nous publions ci-dessous, la lettre d'un détenu de Fleury, parue dans Libération d'hier.

IL Y A TROIS MOIS : PATRICK MIRVAL

Le 22 février 1974, Patrick Mirval apprenait qu'on lui refusait la liberté provisoire. Il était en prison à Fleury pour être suspecté d'avoir volé 50 F dans le RER. Il a gueulé. On l'a transféré au mitard. Fleury est une prison modèle : on accède au mitard par l'ascenseur. Patrick en est ressorti mort. Une autopsie, pratiquée le 27 février, devait révéler des hématomes autour du cou.

Depuis, rien. Sauf une décision judiciaire : le 30 mars, le juge Morechand signe une mise en liberté pour Patrick (à propos d'une autre affaire). La justice a suivi son cours.

Qu'est devenue l'enquête sur la mort de Patrick ? Que sont devenus les matons qui l'ont transféré dans l'ascenseur ? Classera-t-on cette affaire ?

Fleury-Mérogis, c'est aussi un assassinat.



LETTRE D'UN DETENU DE FLEURY MÉROGIS

(Lettre publiée par le quotidien
« Libération ».)

Je veux porter à votre connaissance - avec l'espoir que vous les ferez paraître - les faits suivants qui se sont déroulés ce jour au B1 D-4 du Centre Pénitentiaire de Fleury-Mérogis où je me trouve actuellement incarcéré. Lors de la promenade de l'après-midi (qui dure une heure) mes camarades et moi-même avons discuté à propos du fait que dans le bâtiment D-2, les détenus inoccupés (qui comme nous, à quelques exceptions près sont âgés de 18 à 21 ans), ont droit à quatre heures de promenade quotidienne alors que nous au D-4, et dans la même situation, n'en avons que deux heures et de ce fait, passons 22 heures en cellule. Après concertation, nous avons tous décidé de refuser de regagner nos cellules et de rester en cour de promenade pour protester contre cette injustice.

Lorsque Vasse (chef de service du D-4), Nègre (chef de service du D-2) et Barillet (sous-directeur de la section Hommes du centre pénitentiaire de Fleury) sont arrivés, nous leur avons exprimé le désir de leur exposer nos revendications, ils ont refusé de nous entendre et ont préféré (après en avoir reçu sans doute l'autorisation de Campaché (directeur régional) du procureur de la République et du préfet de l'Essonne) faire intervenir les mercenaires de la gendarmerie mobile (dont une unité est stationnée constamment à Fleury pour cet unique usage).

Nous nous étions mis d'accord pour nous opposer à ceux-ci qu'une « opposition de principe » et non-violente, en restant simplement assis par terre. Les gardes mobiles nous ont encerclés et frappés des crosses de leur fusil, alors que nous « capitulions » en nous levant pour regagner nos cellules. Ces violences étaient gratuites et inutiles, puisque nous abdiquions. D'autre part, je dois

reconnaître qu'aucun d'eux ne nous a insultés. On ne leur en avait dans doute pas donné l'ordre ? Aussitôt à l'intérieur du bâtiment, les gardiens nous ont repris en main. Devant nos cellules, l'on nous a fait mettre entièrement nus, avant de nous faire réintégrer celle-ci. Ça aussi, c'était une mesure brimatoire, humiliante et gratuite.

Quelques minutes plus tard, plusieurs d'entre nous (je les évalue à une douzaine) ont été conduits - sous bonne escorte - au mitard, cela sans qu'on les ait laissés « défendre », sans les avoir entendus. Pourquoi la cinquantaine d'autres détenus - parmi lesquels je suis - ont provisoirement bénéficié d'un régime de faveur en regagnant seulement leur cellule ? Je ne sais, c'est ça la justice en prison.

Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, ce qui a amené ce mouvement de révolte collective, c'est l'intransigeance de M. Vasse.

Car tous ceux qui sont passés par cette prison pourront vous dire que ce bâtiment est le plus disciplinaire et que même si M. Vasse a « essayé » d'apporter quelques améliorations au sort de ses détenus (j'essaie d'être objectif), il veut avant tout rester le patron, le maître, et que le règlement et la discipline soient suivis à la lettre.

Si je n'ai pas parlé de M. Delonay (directeur), c'est qu'il est actuellement absent.

Je suis persuadé que l'administration pénitentiaire pouvait faire revenir le calme sans faire venir les flics. La seule chose que nous voulions c'était le dialogue et la plupart d'entre nous se seraient même contentés de vagues promesses. En agissant ainsi, l'administration pénitentiaire (et ses représentants) ne font qu'envenimer les choses. Que ces « messieurs » prennent leurs responsabilités, maintenant.

REVUE QUATRIEME INTERNATIONALE

Sur la situation politique en France :

N° spécial (11/12 Novembre-décembre 73, 7 F) « dissolution de la Ligue Communiste » :

- 10 documents sur la situation politique en juin 73.
- Le PCF de l'anathème au dialogue ?
- La campagne de solidarité des sections de la Quatrième Internationale. Où en est le capitalisme français ? » Christian Leucate, Q.I. N° 7/8 Mai-Août 73, 8 F.
- « Le gouvernement le plus à droite depuis Pétain face à la crise » Gérard Filoche, Q.I. N° 9/10, Octobre 73, 8 F.
- « Pour que la France ne soit pas le Chili » Michel Lequenne, N° 13, Janvier-Mars 74, 3 F 50.
- « L'enjeu de la CAMPAGNE PRESIDENTIELLE » éditorial du N° 14, à paraître le 15 mai, 3 F 50.
- « Quel socialisme voulons-nous ? » Alain Krivine, N° 14, 3 F 50.

Commandes et abonnements : 10 impasse Guéméné, 75004 Paris.

QUELQUES CHIFFRES SUR LA JUSTICE

DETENTION PROVISOIRE

35 % du nombre total des détenus sont en détention provisoire. Cette détention, pour les cas possibles des assises peut atteindre plusieurs années.

En 1972, dans le ressort de la Cour d'Aix en Provence, il y avait 7611 inculpés, parmi lesquels 4511 détenus provisoires (54 %) contre 929 placés sous contrôle judiciaire (12 %).

PRISONS

30.000 détenus en France MAIS, 28.000 places dans les prisons, dont plus de 8000 dans des cellules communes.

17.000 détenus travaillent. Une seule prison construite entre 1910 et 1960.

171 prisons DONT 49 sont à désaffecter DONT 47 ne sont pas chauffées.

Le VIème Plan prévoit 36.500 détenus pour 1975.

MAGISTRATS

1952 : 4061

1970 : 4032

1972 : 4265

Entre 1960 et 1971, les affaires traitées par les Tribunaux ont augmenté de 45 %, et le nombre de plaintes passé de 3.200.000 à 9.900.000.

EDUCATION SURVEILLEE

241 « délégués à l'éducation surveillée » avaient en 1971 la « charge » de 27.000 mineurs.

DELINQUANCE

1941 patrons condamnés pour vol en 1971 contre 31.833 ouvriers. Aucun patron condamné pour pollution atmosphérique. Un seul condamné pour atteinte à l'hygiène de travail.

GISCARD TAITTINGER : MEME COMBAT !

A PETITE VITESSE

A GRANDE VITESSE

* En 1970, Michel BLANCHON, directeur du casino de Charbonnières est condamné à un an de prison ferme et 30.000 F d'amende pour émission de chèques sans provision et abus de biens sociaux.

* Quelques mois plus tard, la cour d'appel de Lyon confirme la peine de prison, et réduit l'amende de 10.000 F.

En 1973, la peine n'est toujours pas exécutée !

Fin 1973, une nouvelle information est lancée contre Blanchon pour abus de biens sociaux. Un mandat d'arrêt est lancé contre lui. Le beau père de Blanchon, H. Bassinet, propriétaire de « la côte Desfossés » (important journal boursier) et actionnaire de la société SOFITEL obtient un délai de deux mois pour son gendre.

Depuis, Blanchon s'est enfui en Suisse.

Le 8 janvier 1973, deux hommes d'affaire de Lille, les frères Dumontier sont condamnés à deux ans de prison ferme pour une affaire de fraude portant sur plusieurs milliards d'anciens francs. Les prévenus, présents à l'audience, restent, restent en liberté. En décembre 73, la Cour d'Appel confirme le jugement. Les prévenus ne sont pas arrêtés.

Depuis, ils se sont enfuis en Suisse, et vivent sur les bénéfices de leur fraude, placés sur un compte numéroté.

En janvier 68, Yvonne Leblanc, divorcée, dactylo dans la journée, employée à la SNCF le soir (elle lave les wagons) loue un poste de télévision à Joinville. En juillet 1968, elle déménage pour Longwy sans signaler le changement d'adresse. La société locatrice (« Horlogerie du Doubs ») porte plainte pour détournement de poste, évalué à 2346 F.

Le 18 octobre 69, Yvonne Leblanc est condamnée par défaut à 4 mois de prison et 500 F d'amende. Elle n'a pas reçu la convocation.

Le 3 octobre 70, elle ne reçoit toujours pas la convocation, est condamnée définitivement. Entre temps, elle s'était remariée et avait de nouveau changé d'adresse.

Retrouvée le 28 septembre 1972, elle est incarcérée à la maison d'arrêt de Laon, puis transférée à la prison d'Amiens avec son dernier enfant (issu de son mariage avec René Huriez) âgé de six mois.

Le 22 novembre 72, son fils Thierry, 14 ans se suicide, ne supportant pas l'emprisonnement de sa mère.

Le 23 novembre, Yvonne Leblanc-Huriez est mise en liberté.

Le 8 mai 73, René Huriez se rend à la gendarmerie d'Hisson, et tire cinq coups de feu. Inculpé de « tentative d'homicide volontaire avec préméditation », il est incarcéré à Laon.

Il tente de se suicider le 23 mai 73. Depuis, il est incarcéré à l'asile psychiatrique de Prémontré.

COMMUNIQUE

Faisant suite à des agressions quasi quotidiennes, samedi 4 mai, une trentaine de nerfis fascistes du GAJ ont attaqué à coups de cocktails Molotov, les lycéens anti-fascistes de Châtenay mobilisés pour la riposte. Les fascistes mis en déroute, la police est intervenue pour leur prêter main forte et protéger leur fuite. La collusion entre la police et les fascistes s'est à nouveau concrétisée.

Une quarantaine d'interpellations, effectuées parfois avec violence fait l'objet d'une vive protestation de la part de la population et des organisations politiques et des syndicats enseignants. Ceux-ci réclament la dissolution du GAJ et autres bandes fascistes et que ne soit prononcée aucune inculpation à l'encontre des militants anti-fascistes.

Une riposte unitaire est d'ores et déjà prévue à l'initiative, entre autres, du FCR, du comité Libé. du PSU, PS, SGEN-Châtenay, etc...

une première victoire

● Le 5 mai pour les travailleurs de Darboy ce n'était pas le marathon des présidentielles, mais la seconde « journée portes ouvertes » pendant laquelle les travailleurs de l'imprimerie, en grève depuis plus de deux mois, allaient expliquer leur lutte.

Leur lutte, elle a commencé début mars quand sont arrivées les lettres de licenciement : l'imprimerie était déclarée en faillite judiciaire. Une escroquerie orchestrée par le PDG René Dufour plus qu'une faillite, puisqu'aujourd'hui Dufour « père et fils » prospèrent sous le nom de « Dufour Contacts ».

DARBOY OCCUPE DARBOY

70 millions d'indemnités de licenciements sont en jeu. Dès le 1er mars, les travailleurs occupent, tissent des liens avec d'autres boîtes et la population de Montreuil, les Lip viennent discuter. Dans les assemblées générales, ils assurent collectivement la propagande, contrôlant toutes les parutions.

DARBOY IMPRIME DARBOY

Les négociations n'avancent pas. Les travailleurs ont le sentiment que le patron attend le pourrissement. Mais l'idée que l'imprimerie peut redémarrer, qu'on peut mettre l'outil de travail au service de la

lutte fait son chemin. A partir du 27 mars l'imprimerie va fonctionner au rythme de chacun, « chacun fait connaissance avec le travail des autres... Il n'y a plus de division du travail », d'abord pour populariser la lutte, ensuite les commandes arrivent : MLAC, CFDT, Comité Chilli, JC, Rateau, les comités de grève des banques.

Comme à Lip, la paie, si elle ne peut être assurée intégralement (mais elle est la même pour tous) est la condition de la victoire.

Quelle attitude devant l'arrêté d'expulsion du 6 mai ?

Le syndicat du Livre parisien, après avoir apporté un soutien financier au début de la lutte, condamne la remise en marche de l'imprimerie et bloque toute information par le canal syndical, « ce qui a déçu beaucoup d'entre nous », écrivent les nombreux syndiqués CGT de Darboy. La popularisation assurée par les travailleurs de Darboy eux-mêmes, leur organisation (une sirène installée devant prévenir la population de Montreuil en cas d'arrivée des flics), ne pouvaient suffire pour imposer toutes les conditions au patron d'autant plus que pendant la trêve électorale on parle moins des luttes : les travailleurs discutent longuement du chantage du patron : la quasi-totalité des indemnités sont payées, ce qui constitue une première et appréciable victoire, à condition que les

travailleurs quittent les lieux, ce qui hypothèque la garantie donnée par le patron de réembaucher tout le monde.

Le compromis accepté, les grévistes devront continuer à rester solidaires jusqu'à la réembauche collective des 24 travailleurs de Darboy. Leur cohésion forgée dans la lutte le permettra.

DARBOY : UNE EXPERIENCE QUE LES TRAVAILLEURS DU LIVRE SAURONT PRENDRE A LEUR COMPTE !

Les travailleurs de Darboy ont gagné la première manche malgré un rapport de forces peu favorable. Aujourd'hui ils sont conscients de la nécessité de faire connaître les moyens qu'ils se sont donnés pour gagner. Un montage audio-visuel circule expliquant ce qu'au-delà des revendications satisfaites une lutte menée par les travailleurs eux-mêmes peut leur enseigner : supprimer la division du travail, c'est apprendre à travailler ailleurs. Assurer sa propagande, c'est écrire et photographier. Faire marcher la boîte, c'est apprendre que demain on pourra se passer des patrons.

Mener la lutte collectivement, sous la responsabilité de tous, c'est renforcer la lutte, c'est aussi faire l'apprentissage de la démocratie ouvrière.

ils ne respectent pas la trêve



APRES LORIENT ON REPARA GRATUITEMENT A BREST

■ Depuis le 8 mai, ce sont les ouvriers du garage Peugeot à Brest, partis en lutte pour une augmentation de 200 F pour tous et une révision des grilles de classification, qui réparent gratuitement les voitures sur le terre-plein de la Maison des Syndicats !

DOCKERS : GREVE DE 24h SAMEDI

■ La fédération nationale des ports et docks CGT appelle à une grève de 24 heures le 11 mai, devant le refus par la SOLMER d'accepter quatre dockers à l'embauche et d'appliquer les accords conclus avec l'Union nationale des industries de manutention sur la formation professionnelle pour créer une division parmi les dockers.

AIR FRANCE : LES PILOTES ENVISAGENT DE NOUVELLES ACTIONS

■ Selon eux, des informations fondées font craindre des mesures de démantèlement de la Compagnie Nationale. D'autre part, ils n'ont reçu aucune assurance d'issue favorable concernant la révocation abusive du Commandant Satge à la suite de l'exercice du droit de grève : en posant son avion à Orly et pas à Roissy, il n'avait fait qu'appliquer la consigne syndicale de boycott.

ALIZAY (près d'Evreux) : L'USINE NOVACEL OCCUPEE

■ A l'appel de la CFDT les 140 ouvriers de l'usine Novacel (articles de cellulose) occupent depuis le 3 mai pour une prime uniforme de 200 F, la semaine de 40 heures sans perte de salaire, le 13ème mois. Un jugement en référé exige l'expulsion immédiate des grévistes dans la mesure où il y a entrave à la liberté de travail.

CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LES SANCTIONS

■ Les 220 agents roulants et sédentaires de la société de wagons-lits « Air Maxim's », malgré l'engagement de la direction de revenir sur les 24 licenciements et les sanctions, ont décidé de poursuivre leur grève engagée le 3 mai pour le paiement des jours de grève.

NOUVEL ASSASSINAT DANS LES MINES

■ Jacro Severino, 50 ans, père de deux enfants, est mort après avoir été coincé entre deux machines tirant des wagons au fond de la fosse 3 de Courrières, dans les houillères du bassin Nord Pas de Calais.

UNE AFFAIRE LIP EN BELGIQUE

■ Ce ne sont pas des montres mais des mini-cassettes que les délégués CSC (Confédération des syndicats chrétiens) de l'usine Ampon à Nivelles, près de Bruxelles, constituent en « trésor de guerre » : une partie du stock de mini-cassettes sera mis en vente au prix coûtant si la direction ne prend pas en compte les revendications des travailleurs en lutte depuis 15 jours : le 13ème mois et des garanties d'emploi.

Dulong

VICTOIRE PARTIELLE, LE COMBAT CONTINUE

● L'occupation du bureau départemental de la main-d'œuvre par les grévistes de la faim de la rue Dulong et leurs camarades a pris fin mercredi soir. Cette lutte a été pour les intéressés et pour tous les travailleurs immigrés un important succès.

C'est la première grande victoire obtenue par les immigrés contre les dispositions de la circulaire Marcellin-Fontanet, contre l'organisation de l'esclavage et du désespoir. C'est le retentissement qu'ils ont su donner à leur action qui a été le facteur déterminant de son succès. Pendant une journée

entière, le quartier de la Bourse a vécu au rythme des événements suscités par l'initiative des travailleurs immigrés. Les contacts avec la population, la multiplication des groupes de discussion, la sonorisation des façades de l'immeuble ont permis une très large diffusion des revendications des travailleurs et de leurs explications. L'activité désordonnée des forces de répression a été singulièrement gênée par cette mobilisation et les travailleurs se sont sentis renforcés dans leur détermination.

Aussi le ministère du Travail a-t-il préféré céder sur les revendica-

tions. Il a été obligé d'aller plus loin que les vagues promesses d'abord consenties du bout des lèvres. Quand le chef de cabinet de M. Gorse est venu en personne remettre devant la foule et les journalistes 37 cartes de travail plus un engagement écrit, signé et contre-signé, assurant que tous les travailleurs présents allaient être immédiatement relogés et inscrits dans des stages de FPA, il a bien malgré lui ouvert une brèche dans

le dispositif des mesures administratives qui réglementent l'isolement des travailleurs immigrés.

bourse

UNE REPRISE VOTEE DE JUSTESSE

Le travail a recommencé hier à la Bourse. Pour la première fois depuis la mort de Pompidou, les cotations reprennent. Les cours vont-ils se maintenir ou dégringoler ? C'est dans cette fin de semaine que l'on pourra donner une réponse à cette question particulièrement décisive entre les deux tours des présidentielles.

Il y a encore 10 jours, c'étaient les quatre syndicats (CFDT, CGT, FO, CFTC) qui appelaient à voter non aux propositions patronales. Leur appel fut largement suivi par 60 % du personnel. La lutte a donc continué, mais dans un contexte devenu plus difficile : le lock-out avait été levé mais partiellement : les charges avaient rouvert pour tout le travail administratif, mais il n'y avait pas de cotations. Cette situation ambiguë où les commis travaillaient sans travailler comportait des risques réels de pourrissement. C'est pourquoi la CFDT avait préconisé la reprise de débrayages partiels pour relancer l'action et réunir les commissions de travail.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu le vote de mercredi. Le protocole sur lequel se sont prononcés

les commis marquait un réel recul des patrons : il prévoit en effet un contrat de gratifications obligatoire limitant l'arbitraire complet qui existait auparavant. Mais, tel qu'est rédigé le texte, on est pourtant loin d'une victoire totale. Revenant sur leurs propres engagements, les agents de change n'ont accordé que 80 % des gratifications au prorata des salaires, les 20 % restants continuant à être octroyés à la tête du client.

Sur l'appréciation de ces propositions, l'unité syndicale a éclaté : la CGT, la CFTC et FO estimeront l'accord satisfaisant, seule la CFDT appela à voter NON. Malgré cela, le vote pour la reprise n'a été acquis que de justesse (52 % de OUI contre 48 % de NON). Cette énorme minorité montre bien tout le potentiel de combativité qui existait et qui aurait pu aboutir à des résultats plus substantiels si toutes les directions syndicales avaient appelé à relancer l'action.

Cette combativité, on l'a vue mercredi, le jour même du vote : à quelques centaines de mètres de la Bourse, des travailleurs immigrés pakistanais, mauriciens, algé-

riens occupaient le bureau de la main-d'œuvre, rue Montmartre. Une délégation de la Bourse, CGT et CFDT, s'est rendue sur place pour manifester sa solidarité.



■ Le lundi 6 mai, à 7 h 30 du matin, un groupe de barbouzes extérieures à l'usine BLINDEX attaquaient les grévistes. Quatre travailleurs étaient blessés. Sur la photo, on distingue nettement les barres de fer des nervis. Un seul de ces individus fait partie du personnel de BLINDEX (cf. flèche). Tous les autres sont des mercenaires patronaux.

VIENT DE PARAITRE
DEUX MOIS QUI EBRANLERENT LES BANQUES
BROCHURE TAUPE ROUGE Prix 2 F
EN VENTE A LA LIBRAIRIE ROUGE
MARGOLINE 73 REDIGE PAR LE CDVDTI
d'une grève de « sans papiers »
à 7 mois de lutte d'usine

Watergate



ET PLUS DURE SERA LA CHUTE

« Sordides, dégoûtants, immoraux », tels sont les commentaires effectués par Hugh Scott, chef de la minorité républicaine du Sénat, sur les propos tenus par le président Nixon, au cours de l'affaire du Watergate. « Il (Nixon) manque de générosité au point d'en être inhumain. Il est retors. Il manque de décision. Il est vulgaire. Il veut se faire guider. Il fait preuve d'étonnantes lacunes. Son loyalisme est minime ». C'est en ces termes que le « Chicago Tribune », jusqu'à présent hardi défenseur du président, demande dans un éditorial daté du 8 mai la destitution de Nixon. « Deux voies sont ouvertes : la démission et la destitution. Toutes deux sont légitimes »

LE COUP DE GRACE

Les rats quittent le navire : le naufrage est imminent. Comment en douter après les derniers rebondissements qu'a connus « l'affaire du Watergate » ? La commission sénatoriale d'enquête (commission Ervin) a fini son investigation. Les enquêteurs sont parvenus à la conclusion que M. John Mitchell, ancien ministre de la Justice, avait approuvé le plan d'espionnage et de cambriolage du siège du parti démocrate. Le projet de rapport conclut également que les sommes versées par les collaborateurs de Nixon aux 7 premiers inculpés du Watergate, avaient bien pour objet de leur faire garder le silence sur les ramifications de l'affaire, susceptibles de mettre en cause des personnalités de la Maison Blanche.

Les enquêteurs de la commission Ervin auraient également conclu que le cambriolage du cabinet du psychiatre Daniel Ellsberg n'était justifié par aucune considération de Sécurité Nationale, contrairement à ce qu'avait laissé entendre le président Nixon.

En plus du Watergate même, la commission judiciaire de la Chambre des Représentants, qui a commencé jeudi ses auditions sur la destitution éventuelle de Nixon, va examiner les motifs de destitution qui peuvent provenir d'autres affaires, telles que celle des relations suspectes entre la Maison Blanche et le trust ITT, et aussi celles des impôts du président, du recours aux tables d'écoute et à l'espionnage politique et l'affaire du fond secret de l'industrie laitière.

A ce sujet, M. Herbert Kalmbach, ancien avocat personnel du président et collecteur de fonds durant la campagne électorale, a en effet déclaré sous serment que la Maison Blanche s'était assurée un don de 2 millions de dollars des « laitiers » au moment même où elle décidait une augmenta-

tion du prix du lait. Cette augmentation a rapporté près de 500 millions de dollars supplémentaires aux coopérateurs laitiers.

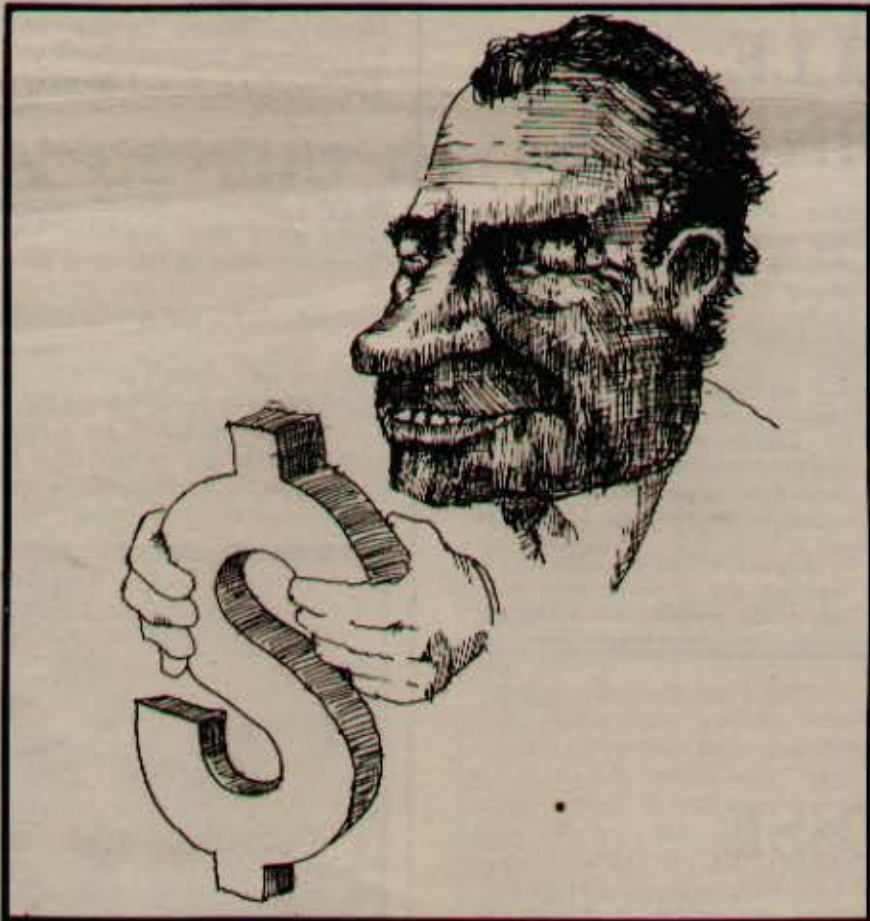
L'AGONIE

Tout peut se jouer en quelques jours, au pire en quelques mois. La déclaration du vice-président des Etats-Unis affirmant lundi soir qu'il s'estimait capable de prendre la succession du président Nixon si nécessaire, confirme que désormais Richard Nixon ne devra plus compter que sur lui-même pour se tirer d'affaire.

N'ayant pas réussi à faire la preuve de son innocence, il ne pourra empêcher l'ouverture du procès en destitution qui devrait avoir lieu au mois de novembre. En plein pendant la campagne pour les élections législatives.

Le parti républicain, s'il veut éviter une déroute totale aux élections, devra s'efforcer d'ici là d'obtenir la démission du président. Seul contre tous, Nixon ne peut que céder. La fin est proche.

Papadopoulos, Carrero Blanco, E. Heath, Golda Meir, Pompidou, Caetano, Brandt... Nixon... Décidément, il ne fait pas bon être chef de gouvernement par les temps qui courent.



Inde LES CHEMINOTS EN GREVE

● La grève générale des chemins de fer en Inde est un succès important pour les travailleurs. Malgré l'arrestation de plus de 6000 syndicalistes, la mise en place d'un « service d'urgence » et le refus du gouvernement d'engager les négociations, la grande majorité des cheminots est entrée en lutte. La grève paralyse Bombay, Calcutta, Madras, et touche fortement New Delhi (où 10 trains sur 110 ont pris le départ). Au dépôt de Tughlakhabad 98 % des ouvriers sont en grève.

A Ferozepore (province de Punjab) des femmes se sont couchées sur les rails en solidarité avec leurs maris, empêchant ainsi les trains de partir.

Face à ce vaste mouvement, le gouvernement répond par la répression et le dédain. Le ministre des chemins de fer déclare : « Des forces anti-nationales et anti-sociales cherchent à mener le pays au chaos ». Qui est anti-social sinon ce gouvernement d'exploitation et de misère.

Déjà un approfondissement de la lutte est envisagé. Le secrétaire général de la Confédération générale des syndicats a menacé d'une grève générale de solidarité avec les cheminots.

Dans la situation de crise actuelle, le mouvement de grève dure est un coup de plus porté à un pouvoir discrédité.

Grande-Bretagne VICTOIRE POUR LES METALLOS

● Vingt quatre heures après avoir lancé l'ordre de grève générale, syndicat des métallurgistes a demandé à ses adhérents de suspendre le mouvement. Cette décision de l'« Amalgamated Union of Engineering workers » a été prise à la suite de l'acceptation par le tribunal des relations du travail, d'une offre de cinq mille livres (sept cent mille francs) faite par un « donateur anonyme ». Cette somme correspond aux dommages et intérêts, plus les frais de justice, que le Tribunal avait imposés au syndicat pour ne pas avoir mis fin, en dépit de ses injonctions, à une grève dans une usine mécanique du Surrey.

Incontestablement il s'agit d'une victoire. Le procédé utilisé par la bourgeoisie pour dissimuler sa défaite ne trompe personne. Coincé entre sa propre légalité et un conflit extrêmement dur qui risquait de plonger à nouveau l'économie britannique dans le chaos, le patronat n'avait d'autre solution que de céder. Il l'a fait en se dissimulant derrière un « donateur anonyme » mais chacun sait ici de qui il s'agit.

Deuxième élément de cette vic-

toire : le fait que le président du tribunal ait accepté cette offre, alors qu'il avait annoncé publiquement son intention de s'y opposer. Sans doute faut-il voir là le résultat d'une intervention du gouvernement Wilson qui espère ainsi être avantageusement comparé à celui de M. Heath qui n'avait pas su mettre fin à la grève des mineurs, mais surtout qui redoutait les conséquences économiques et politiques d'un tel mouvement qui ne pouvait, en durant plus longtemps, que s'étendre et se durcir.

Le plus important reste cependant le fait qu'à travers cette lutte les travailleurs britanniques se sont assurés d'un fait capital : le patronat ne se servira plus de la loi anti-grève tant que celle-ci restera en application.

Après avoir obtenu l'abrogation de cette loi par la Chambre des Communes, il s'agit, on le voit, d'une victoire totale. Nul doute que ces victoires successives ne favorisent un rapide développement des luttes, face aux temporisations du gouvernement travailliste.

Belgique GREVE GENERALE DANS LA VERRERIE

● Face à l'aggravation des conditions de vie des verriers belges, à la veille de la signature des conventions collectives, un préavis national de grève a été déposé pour le lundi 13 mai. Cette grève intervient à un moment où la combativité est très forte dans ce secteur.

Les verriers de la région de Charleroi se sont mis en grève avant le préavis national. C'est à la suite du refus de la direction de réembaucher un délégué syndical de l'usine Multipane (Gosselies) et pour obtenir satisfaction au cahier de revendications que le mouvement est parti. Après Caterpillar, Cockerill, le patronat de choc veut tester la solidarité et la combativité ouvrières à la veille du renouvellement des conventions collectives. A la suite du licenciement, le 19 avril, les ouvriers de Multipane et des verreries de la région de Charleroi occupaient de façon éclair l'entreprise et mettaient en place des piquets de grève. Le 29, deux heures de grève dans la verrerie régionale connaissaient un

grand succès. Le 7 mai, la direction propose de payer le préavis de quatre semaines pour le camarade, ou de le réembaucher et qu'il donne lui-même son préavis. Face à cette provocation, la grève générale est déclenchée dès le 8 mai.

C'est la première fois depuis la grève des mineurs en 1932 qu'une grève générale, avec occupation, élection de comités de grève et coordination, se déroule à l'échelle régionale et bientôt nationale en Belgique.

Une réunion de travail des délégués syndicaux de la FGTB et de la CFC s'est tenue le 6 mai. André Henri, principal animateur de la grève de février 1973 à Gla verbel-Gilly a développé les acquis de l'expérience exemplaire du mouvement qu'il avait animé. Il a insisté sur l'organisation démocratique de la grève qui permettra seule de renforcer le rapport de forces et de vaincre.

Cette lutte générale des verriers qui s'annonce déjà exemplaire marque la maturation et l'assimilation des luttes avancées des dernières années, et principalement celle des Lip.

REVOLTE DANS UNE PRISON PIEMONTAISE : 12 OTAGES PRIS PAR LES DETENUS

■ Douze personnes dont six enseignants et six gardiens, ont été pris comme otages par des détenus de la prison d'Alessandria (Piémont). L'émeute a éclaté durant un cours donné dans l'école de l'établissement. Quatre ou cinq détenus, dont un armé d'un pistolet, se sont enfermés dans une classe, prenant avec eux six enseignants venant de l'extérieur et six gardiens qui ont été désarmés. L'édifice a été encerclé par les forces de police.

AFFRONTEMENTS ENTRE ETUDIANTS A ISTANBUL

■ Vingt étudiants ont été blessés la nuit dernière à Istanbul au cours d'un affrontement survenu dans un foyer étudiant entre des partisans de la droite et de la gauche. Cinq d'entre eux, atteints grièvement ont été hospitalisés.

Les deux groupes se sont battus à coups de bâton, de pierres et de fourchettes. Une partie du mobilier a été endommagé au cours de la bagarre. Le calme est revenu après l'intervention de la police qui a appréhendé 41 étudiants.

M. CHOU EN LAI INDISPOSE N'ASSISTE PAS A UN BANQUET OFFERT EN SON HONNEUR

■ Le premier ministre Chou En Lai, indisposé n'a pas assisté jeudi soir à un banquet de gala donné en son honneur à Pékin par le président Leopold Sedar Senghor du Sénégal.

C'est la première fois, notent les observateurs à Pékin, que le premier ministre chinois, qui à 76 ans est renommé pour sa résistance physique, manque d'apparaître à un banquet offert pour lui dans la grande salle de réception du congrès du peuple par un chef d'Etat en visite officielle.

DECLARATION DU COMMISSAIRE PRINCIPAL DE GUINEE BISSAU

■ Le commissaire principal (chef du gouvernement) de la Guinée Bissau, M. Francisco Mendès actuellement en visite de travail au Sénégal, a rejeté jeudi la demande faite mercredi par le commandant Jose Osorio, porte-parole de la junte portugaise, selon laquelle les mouvements de libé-

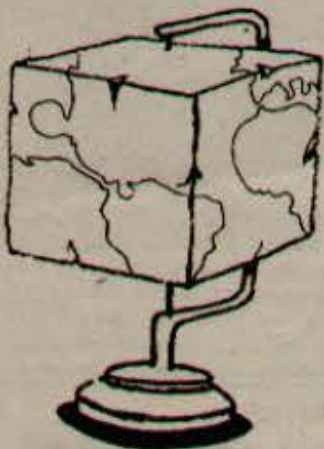
ration devaient « se constituer en groupements au grand jour ».

Dans une interview accordée à l'AFP, M. Mendès a précisé que son gouvernement « vit déjà au grand jour. Nous sommes un Etat reconnu par 84 pays dans le monde. Nous sommes membres de plusieurs organisations internationales et observateurs à l'ONU. Dans de nombreuses régions de notre pays, ce sont les portugais qui vivent dans la clandestinité puisqu'ils doivent se cacher pour se déplacer. A notre avis, nous sommes suffisamment au grand jour ».

Interrogé sur la situation actuelle au Portugal, M. Francisco Mendès a déclaré que son pays était pour l'instant « dans l'expectative ». Les propositions portugaises ne lui donnant pas satisfaction.

« Nous attendons quelque chose de plus et la situation au Portugal n'est pas encore très claire » a dit M. MENDES.

Le chef du gouvernement de l'Etat de Guinée Bissau a ensuite fait observer que l'établissement de relations permanentes entre « l'Union progressiste sénégalaise » et le Parti Socialiste portugais en remarquant que « c'est la première fois qu'un parti portugais établit des relations avec un pays africain ».



aux quatre coins

colonies portugaises

SPINOLA ET LES MOUVEMENTS DE LIBERATION



● Il y a quelques mois régnait sur le Mozambique, Kaulza de Ariaga. Membre de la fraction ultra des forces armées, sa politique se résumait à ce passage de son cours de stratégie : « La subversion est une guerre surtout d'intelligence. Il faut être hautement intelligent pour faire la subversion, n'importe qui ne peut le faire. Or, les peuples noirs ne sont pas hautement intelligents, au contraire, ils sont, de tous les peuples du monde, les moins intelligents ». Le malheur pour cet émule de Hitler c'est que juste au même moment le FRELIMO remportait des victoires décisives : renforcement de son implantation au Sud du Zambèze au-delà du barrage de Cabora Bassa, attaques successives du train Beira-Salisbury, etc.

Cette poussée militaire du FRELIMO créa un vent de panique parmi le colonat blanc. Des milices privées firent leur apparition. Des manifestations eurent lieu à Beira pour protester contre les faiblesses de l'armée portugaise. La crise économique qui sévit en Mozambique poussait inévitablement une partie importante du colonat dans le sens d'un renforcement de l'intégration au bloc économique de l'Afrique du Sud et d'une rupture politique avec Lisbonne.

Le coup d'Etat met fin provisoirement à cette dynamique. La perspective d'une indépendance dans le cadre d'une communauté économique avec le Portugal a reçu l'agrément du gouvernement sud-africain. Une telle refonte en Afrique australe permettrait sans aucun doute un renforcement de l'influence économique sud-africaine.

Cependant, tout ce beau projet néo-colonial ne peut se concrétiser que si le FRELIMO accepte ce terrain de négociation. Or, c'est

tout le contraire qui se produit. Fort de ses progrès militaires et conscient du piège néo-colonial, le FRELIMO a catégoriquement repoussé l'offre de cessez-le-feu du général Costa-Gomès.

Pour l'actuel état-major portugais le cynisme n'a pas de mesure. Pour lui, « le soutien massif de sympathisants du FRELIMO à l'intérieur du pays pourrait apporter des changements pacifiques dans le cadre d'une solution politique suggérée par la junte. » Cependant, si le FRELIMO n'accepte pas ce cadre, la situation est maintenant telle, que les guerilleros pourraient transformer le conflit en une nouvelle guerre du Vietnam » (Rand Daily Mail).

L'évident refus de capitulation du FRELIMO va très vite relancer les divisions au sein du colonat. La création du GUMO parti politique de soutien à Spinola a été suivie par celle du FICO, se réclamant de 200.000 colons adversaires de tout abandon des territoires.

Face à la détermination des révolutionnaires, il est clair que les thèses ultras vont retrouver une audience de masse.

En Guinée-Bissau la situation est plus claire. Le PAIGC contrôle 70 % du territoire, le colonat est réduit à sa plus simple expression administrative et policière. En septembre 73 le PAIGC proclamait unilatéralement son indépendance.

Il faut mener une bataille politique internationale pour sa reconnaissance et sanctionner son existence par la mise en place d'un appareil d'Etat dans les zones libérées. Les propositions de Spinola de mise en place d'une fédération lusso-africaine, ont elles, la réponse qu'elles méritaient : « face à l'intensification du terrorisme aérien de l'ennemi, le renforcement de notre action armée au cours des derniers jours

témoigne du refus catégorique de notre parti d'accepter les idées avancées jusqu'à maintenant à Lisbonne ». La radio du PAIGC affirme « l'erreur de ceux qui ont voulu voir dans l'ancien chef de la guerre coloniale portugaise dans notre pays l'homme bien intentionné et capable d'orienter le Portugal dans le sens de la décolonisation ». La radio de Conakry qui s'aligne sur l'analyse du PAIGC pour la Guinée-Bissau ne fait qu'attaquer Spinola et dénoncer l'idée de « communauté lusophone ».

En Angola, la situation est plus imprécise. D'un côté, le colonat connaît une structure économique en pleine crise alors que les combats ne menacent pas encore les régions riches des plantations et des industries.

Par ailleurs, le développement de la production pétrolière donne aux colons une arme de chantage à la rupture. De l'autre, le mouvement de libération est fort divisé. Il existe en effet trois mouvements, le MPLA qui sort d'une grave crise interne mais qui semble adopter une ligne analogue à celle du FRELIMO et du PAIGC, l'UNITA petit groupe intervenant au sud-est qui a refusé catégoriquement la proposition de Spinola, et enfin le FNLA de R. Holden, sorte d'armée des frontières et fraction droitiste. Ce dernier mouvement a certes refusé le plan Spinola. Mais sa nature et son histoire, les amitiés américaines

peuvent en faire demain l'interlocuteur valable tant recherché à Lisbonne. Ceci d'autant plus qu'il vient de recevoir le soutien de Pékin et de Sofia.

Enfin, la sainte alliance des régimes africains néo-coloniaux pourra constituer très vite une force de pression. Pour l'Angola, c'est un cartel Nguabi, Mobutu, Nyerere, Kaunda qui règle les rapports entre le FNLA et le MPLA. Senghor de son côté rencontre Spinola, s'associe au PS portugais et proclame l'intérêt d'une communauté lusophone. Et Senghor peut du jour au lendemain créer mille difficultés au PAIGC sur son front nord.

En définitive, il est donc impossible d'assister à une capitulation des mouvements révolutionnaires, MPLA, PAIGC et FRELIMO. Mais le néo-colonialisme peut se cacher à terme derrière les ambiguës d'une stratégie multiclassiste pour un Etat national et démocratique. La ligne des mouvements de libération est encore ambiguë sur ce point. Seule la rupture affirmée des liens avec le marché capitaliste brisera les espérances impérialistes.

Dans une interview récente, Dos Santos, vice-président du FRELIMO, déclarait « Si notre organisation maintient une direction authentiquement révolutionnaire les circonstances particulières du développement de

notre libération ouvrent de nouvelles possibilités pour le passage de la libération à la révolution » (The African Communist n° 55).

Cette transcendance de la lutte révolutionnaire pour être consciente doit impliquer la fin d'un certain pragmatisme. Dans ce processus de clarification, dans cette dure bataille politique, le soutien international peut jouer un grand rôle. A l'heure où les réformistes européens s'extasient devant Spinola, il appartient aux révolutionnaires de développer le soutien aux mouvements de libération PAIGC, FRELIMO, et MPLA.

Pas un sou, pas une arme pour les colonialistes portugais. Indépendance immédiate et sans condition. C. GABRIEL. Le 8.5.74

LA REPRESSION AU SRI LANKA

● 6000 détenus sans procès au Sri Lanka (île au sud des Indes, anciennement appelée Ceylan), et ce depuis l'écrasement du mouvement révolutionnaire JVP (Front de Libération du Peuple) en 1971 : tel est le contenu d'un rapport de la Ligue internationale des droits de l'homme remis à l'ONU. Le gouvernement ceylanais proteste et ne reconnaît l'existence que de 1200 prisonniers. De même il rejette toutes les accusations quant à la restriction des libertés d'expression.

Et pourtant depuis plus de trois ans l'état d'urgence n'a pas été levé ! Gouvernement de « gauche », formé autour d'un parti « nationaliste » bourgeois, le SLFP, en alliance avec les principaux partis ouvriers réformistes (LSSP, d'origine trotskyste et ayant rompu avec la IVème Internationale, PC pro-Moscou, etc.), conjointement soutenu par la République Populaire de Chine et l'URSS, il a dirigé l'une des répressions les plus amples de ces dernières années contre un mouvement populaire. Il reconnaît officiellement aujourd'hui avoir arrêté en 1971 18 000 personnes. Sans parler des morts et disparus.

Le principal dirigeant du JVP, Rohan Wijeweera, est toujours emprisonné. Le mouvement ouvrier urbain et agricole reste en liberté sur-

veillée. Le gouvernement Bandaranaike tente d'isoler les révolutionnaires de l'île ; Bala Tampoe (secrétaire général du Ceylon Mercantile Union et dirigeant du LSSP (R) - section ceylanaise de la IVème Internationale - s'est vu refuser en janvier et février les visas de sortie du pays qui lui auraient permis de participer à une semaine universitaire à Paris et à une conférence

syndicale à Genève. La situation économique catastrophique de l'île risque de pousser le pouvoir à accentuer encore la répression.

Libérez Wijeweera et ses camarades ! Liberté de déplacement pour les militants ouvriers ! Levée de l'état d'urgence !



ANTONIS AMBATIELLOS A ETE TORTURE A ATHENES.

■ Les milieux de l'opposition grecque à Paris font état d'un « appel urgent » lancé par la station de radio « La Voix de la Vérité » en faveur du dirigeant communiste grec Antonis Anbatiellos qui aurait été « sauvagement torturé ».

Cet appel a été lancé hier par « La Voix de la vérité » qui émet à partir d'un pays socialiste. Selon cette radio, M. Ambatiellos « a été sauvagement torturé à la prison militaire de Boyati, puis transféré les côtes brisées dans un hôpital d'Athènes et tenu au secret ». La radio ajoute que ni les parents, ni les avocats de M. Ambatiellos ne sont autorisés à lui rendre visite ou à communiquer avec lui.

CAEN : AU FIL DU DRAPEAU

■ Les militants du CAM et du CDA de Caen ont tenu à apporter la contribution des antimilitaristes à la commémoration de l'armistice du 8 mai 45. Après avoir dénoncé les arrestations de soldats et de marins auprès de la population, ils ont diffusé aux soldats du défilé un tract reproduisant l'appel

des comités de soldats de l'Est.

Déployant une banderole : Reims, Mourmelon, Toulon : Libération des soldats emprisonnés, plusieurs militants sont entrés dans le défilé.

C'est alors qu'un ancien combattant des FFL a héroïquement fait face à l'ennemi intérieur : se servant de son drapeau comme d'une lance, il a harponné et blessé sérieusement l'un des manifestants.

Quatre d'entre eux, ainsi que le blessé, doivent comparaître ce jeudi après-midi devant le procureur. Des assemblées générales d'étudiants et de lycéens préparent au même moment la riposte.

L'ENLEVEMENT DE SUAREZ : COMMUNIQUE DU G.A.R.I.

■ Le Groupe d'Action Révolutionnaire Internationaliste qui a revendiqué l'enlèvement du directeur parisien de la Banque de Bilbao a envoyé un communiqué directement à l'AFP, l'ambassade d'Espagne ayant gardé le silence sur le premier communiqué que le groupe lui avait adressé directement.

« L'enlèvement de Suarez est notre réponse à la répression actuelle contre le mouvement révolu-

tionnaire espagnol... Après l'assassinat de Puig Antich nous ne permettrons en aucune façon une nouvelle exécution ».

Le GARI exige la libération de Oriol Sole-Sugranyes, José-Luis Pons-Llobet, Santiago Soler-Amigo, ainsi que d'autres militants emprisonnés et demande qu'ils soient conduits à la frontière de leur choix.

Le GARI exige aussi l'application de la liberté conditionnelle pour tous les prisonniers qui entrent dans la période de « réduction des peines ».

CANADA : CHUTE DU GOUVERNEMENT

■ Le gouvernement minoritaire de TRUDEAU qui était entré en fonction, après les élections d'octobre 72, a été renversé mercredi 8 mai 1974, par les néo-démocrates (travailleurs) et les conservateurs. Cette chute fait suite à la politique budgétaire de TRUDEAU. Ce dernier s'était illustré, dans toute une série d'actions anti-syndicales.

La campagne électorale s'annonce animée et personnalisée. Son thème principal sera la lutte contre l'inflation.



aux quatre coins



armée

LIBEREZ LES 4 DE TOULON !

La répression contre les marins de Toulon commence à percer le mur du silence. « LE MONDE », « L'HUMANITE » et plusieurs radios périphériques se sont faits l'écho de l'affaire.

C'est d'abord que, sur le plan local, les manières de Sherlock Holmes de l'autorité militaire ont du mal à passer. Que ce soit avec vigueur ou en traînant les pieds, l'ensemble de la gauche doit se porter à la défense des quatre marins emprisonnés.

Comme le dit « L'Huma » :

« Sans qu'il soit question d'aprouver les mots d'ordre et les formes d'action préconisées par les gauchistes à l'armée, ces arrestations témoignent d'un arbitraire qu'on ne saurait admettre ! ».

Mais surtout, chez les engagés et les appelés en base à Toulon, l'émotion est intense. On se sent mobilisé et prêt à la riposte. L'arrivée du « Col Rouge » n° 2 dont nous citons ci-contre un extrait est perçue comme une immense vic-

toire et un pied de nez à ces Messieurs de la Préfecture maritime.

L'heure est à la riposte sur le plan national.

Les organisations révolutionnaires, les organisations antimilitaristes ne resteront pas inactives. Les syndicats, les hommes du programme commun doivent prendre position. Mitterrand ne devrait pas manquer, en dénonçant cette répression arbitraire, de saisir l'occasion de prouver que le « pacte de liberté » qu'il entend passer avec la France n'est pas parole en l'air...

Dans les villes, les facs, les lycées, les entreprises, les militants syndicaux, les militants révolutionnaires, les militants antimilitaristes prendront en charge la défense des marins de Toulon. Comme ils dénoncent la répression qui se généralise aux armées après l'arrestation des soldats de Reims, Mourmelon, Nancy...



LETTRE D'UN MARIN DE TOULON

On avait reçu le 1^{er} numéro de « Col Rouge » par la poste. Gros succès sur le raffiot comme vous imaginez. Presque tous les gars sont d'accord avec ce qui est écrit dedans. Et puis aussi les gars qui font ça ont un sacré culot.

Ces derniers temps, les barrettes essaient de réagir. On a appris qu'il y avait des marins détenus au secret. La S.M. n'arrête plus de foutre son nez dans nos affaires. Même : il y a des perquisitions dans les piaules que beaucoup d'entre nous louent en ville. Vous imaginez les ennuis qu'on fait à ceux chez qui on trouve des journaux de gauche.

Sur notre bateau, l'Aconit, ils ont trouvé autre chose : le pacha en second intercepte systématiquement tout le courrier. Ils craignent sans doute une autre vague de « Col ». En attendant, tous les gars sont solidaires des emprisonnés et il faut voir comment circulent malgré tous les numéros qui nous sont parvenus...

UN PATRIOTE

Le général Stehlin, député réformateur, vieille baderne atlantique est un gros malin. Avec la finesse d'un Marchais se découvrant gaulliste, il tire les leçons de l'affaire Brandt :

« M. Brandt est victime de sa trop grande confiance dans la coopération qu'il entendait établir entre son pays et l'Union soviétique. Cela n'a pas empêché celle-ci d'abuser la confiance du chancelier en plaçant près de lui, par l'Allemagne de l'Est interposée, un homme capable de la renseigner sur la manière dont elle pourrait, le moment venu faire basculer l'Allemagne de l'Ouest dans le camp soviétique selon le procédé utilisé dans les pays de l'Est... Comment, dans ces conditions, pourrions-nous ne pas nous interroger sur ce qui se passerait chez nous si des hommes politiques communistes occupaient des fonctions ministérielles, dans l'éventualité

de la victoire du candidat de l'Union de la gauche à la présidence de la République ? ».

Le général Stehlin nous paraît en effet bien placé pour infliger des leçons de patriotisme tous azimuts. Homme de paille de l'OTAN en France, administrateur de la société des automobiles Bugatti, vice-président ou président de quelques autres, ce Français de toujours s'est illustré par le passé.

Si l'on en croit Robert Paxton, historien de Vichy, c'est lui qui, fin 40, proposait à l'état-major allemand une « guerre générale aérienne », en Afrique contre les anglo-gaullistes, lui qui participait le 29 novembre 1940 à une réunion d'officiers supérieurs français et allemands destinée à mettre sur pied un plan de reconquête de l'Afrique (R. Paxton : « la France de Vichy », p. 90-91)...

Un homme sans tache ce M. Stehlin...

Extrait de « Col Rouge » n° 2

QU'EST CE QUE LES COMITES DE MARINS ?

En lisant COL ROUGE N°1, il n'y a pas que la Sûreté navale qui se soit creusé la tête pour essayer de savoir ce que sont exactement ces fameux Comités de marins.

Mais vous comprendrez très bien que les comités qui réalisent le journal ne tiennent pas tellement à donner des précisions sur leur fonctionnement. Cela intéresserait beaucoup plus la Sûreté Navale que les matafs. Malgré cela, nous pensons que tous les gars qui sont à peu près d'accord avec nous et qui veulent faire quelque chose peuvent être partie prenante des comités et participer activement à l'élaboration de COL ROUGE.

Dans la plupart des unités, existent des groupes de matelots et de Q/M appelés et engagés qui en ont ras-le-bol de la marine. Et qui agissent déjà spontanément pour ne pas se laisser marcher sur les pieds par des gradés trop zélés. Il suffit très souvent de quelques copains qui refusent d'être pris pour des cons pour que la vie à bord d'un rafiot ou d'une base à terre devienne moins « désagréable ». Beaucoup de matelots (et de gradés qui se prennent au sérieux !) s'en sont déjà rendus compte.

Si vous êtes quelques copains de ce genre, rien de plus facile que de vous retrouver ensemble (en faisant gaffo aux oreilles discrètes évidemment) pour discuter de COL ROUGE, nous écrire ce que vous en pensez (critiques, suggestions) et des articles. Vous avez déjà sûrement fait des trucs intéressants, les occasions ne manquent pas : sur la bouffe, les perms, le service, les conditions de logement, de travail... Faites profiter les autres de votre expérience !

Un comité, c'est également toi qui lis COL ROUGE, en ce moment qui peut le former. Il y a sûrement autour de toi des gars qui font pas dans leur froc face à la hiérarchie. Discute avec eux du canard et de ce qui peut se faire concrètement chez toi. En faisant un peu gaffe aux mouchards éventuels

bien sûr. Les anecdotes que nous publions te donneront des idées sur ce qu'il est possible de faire chez toi. N'oublie pas ensuite de nous écrire pour en faire profiter les autres.

Tu as peut-être déjà remarqué que dans ton unité, des gradés hésitent plus qu'avant à emmerder quelqu'un. C'est certainement parce qu'ils ont peur qu'on parle d'eux dans le prochain COL ROUGE ! Jusqu'à présent seule la hiérarchie était organisée, centralisée, pour nous imposer sa loi. Maintenant, qu'elle sait que nous aussi nous nous organisons, pour défendre nos droits, elle n'est plus aussi sûre de gagner à nous embêter. Tant que nous étions isolés entre unités et à l'intérieur des murs et des rafiot, les gradés étaient presque certains d'avoir l'avantage. Maintenant, beaucoup commencent à douter de leur pouvoir. En luttant chacun de notre côté, nous avons déjà pu arracher des concessions. Tous ensemble, nous les ferons reculer bien plus.

Dans un prochain numéro, nous donnerons des explications plus détaillées en fonction des lettres que nous aurons reçues. Certaines exigences paraissent inaccessibles, bien que parfaitement justifiées. D'autres, telles que le droit aux cheveux longs, la solde, sont plus accessibles dans l'immédiat. Si vous avez des suggestions à faire pour mener une campagne sur un tel thème, à vos stylos ! Et il est bien évident que nous avons besoin de savoir à peu près sur qui nous pouvons compter avant de lancer une telle campagne.

DES QUE TU AS QUELQUEQUELQUE CHOSE D'INTERESSANT A PUBLIER : EXPERIENCE DE LUTTE, CAS DE REPRESSION, ANECDOTES, DECLARATIONS D'OFFICIERS... OU TOUT SIMPLEMENT DES SUGGESTIONS A FAIRE, ECRIS AU COMITE DE DEFENSE DES DES APPELES : BOITE POSTALE 12610 PARIS CEDEX 10). IL FERA SUIVRE. CEDEX 10). IL FERA SUIVRE.

NIVELLES, LE 9 MAI.

Les marchandises confisquées à l'usine « Ampex » de Nivelles portent sur une valeur d'environ 185.000 F. Il s'agit de quelques 10.000 minicassettes.

La direction a, dans un communiqué publié en fin de matinée jeudi, fait savoir que les exigences des ouvriers en grève étaient incompatibles avec l'actuelle situation économique de l'entreprise, le coût des salaires ayant fortement augmenté au cours des dernières années.

LIBREVILLE, 9 MAI

Le « Mouvement de Libération de Sao Tome et Principe » (MLSTP) est prêt à engager le dialogue avec les nouvelles autorités portugaises en vue de l'accession des îles de Sao Tome et Principe à l'indépendance nationale. Dans un communiqué, la direction du mouvement, dont les leaders sont réfugiés à Libreville depuis plusieurs années, précise : « Après avoir analysé la situation qui découle des récents événements qui se sont produits à Lis-

bonne, le MLSTP salue le mouvement des forces armées et le peuple portugais pour leur importante victoire sur l'oppression fasciste ».

« Le peuple de Sao Tome et Principe, qui subit depuis des siècles la domination coloniale portugaise et qui lutte pour recouvrer son indépendance et sa dignité, suit attentivement les démarches du nouveau régime et le jugera sur les réalisations tendant à créer des conditions concrètes permettant au peuple l'exercice de son droit inaliénable à l'auto-détermination et à l'indépendance » ajoute le communiqué.

Sao Tome et Principe sont deux petites îles situées respectivement à 350 km à l'ouest et à 300 km au nord-ouest de Libreville.

Rappelons le refus justifié des mouvements de libération représentatifs à déposer les armes devant Spinoza.

MEETING UNITAIRE DE LA GAUCHE LE 15 MAI A LYON

Les partis et organisations syndicales qui soutiennent la candidature de F. Mitterrand orga-

nisent un meeting qui se déroulera le mercredi 15 mai à Lyon.

A cette réunion participeront M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., Pierre Mauroy, premier secrétaire par interim du parti socialiste, Henri Caillavet, vice-président des radicaux de gauche, Robert Chapuis, secrétaire national du PSU, Georges Seguy, secrétaire général de la CGT, Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT et James Marange, responsable de la fédération de l'Education Nationale.

INCENDIE DANS UN ATELIER A LA MAISON CENTRALE DE MELUN

Un début d'incendie s'est déclaré en fin d'après-midi dans l'atelier de peinture de la Maison Centrale de Melun. Le feu, qui paraît avoir une cause accidentelle, a été rapidement combattu par le personnel pénitentiaire et les sapeurs pompiers et a été stoppé sans avoir provoqué de dégâts importants. Un très léger service d'ordre mis en place à proximité de la centrale a été levé peu de temps après.



le quotidien ROUGE
10, Impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication : Daniel Bensaïd